



25 février 2026

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE : *LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT REBONDISSENT*

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS :

INCERTITUDE POLITIQUE

BILAN DES PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Les soldes d'opinion des dirigeants de TPE / PME sur leur trésorerie passée, actuelle et future s'améliorent légèrement ce trimestre. Ils restent cependant à un niveau nettement inférieur à leur moyenne historique (2018-2025).

Le solde relatif à la trésorerie des trois prochains mois est celui qui progresse le plus nettement (+3 points sur le trimestre et +2 points sur un an).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement des TPE / PME rebondissent avec 45 % des dirigeants de TPE/PME prévoyant d'investir cette année (39 % au trimestre précédent), alors que l'incertitude politique se fait un peu moins pesante ce trimestre. Cette proportion est toutefois inférieure à sa moyenne historique. L'indicateur relatif aux montants investis se redresse également nettement.

Les investissements se concentrent toujours sur le renouvellement et la modernisation des équipements. Les projets d'extension des capacités de production et l'innovation par de nouveaux produits ou services sont moins prioritaires, motifs en légère hausse toutefois. La part des investissements verts se stabilise à un niveau supérieur à son niveau pré-pandémie.



ACCÈS AU CRÉDIT

La proportion de dirigeants de TPE / PME rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie diminue de 2 points ce trimestre, et atteint 20 %. Elle reste malgré tout supérieure aux niveaux habituels.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement quant à elles progressent de nouveau ce trimestre. La proportion de dirigeants déclarant rencontrer des obstacles pour financer leurs investissements auprès des établissements de crédit s'établit à 17 %, et rejoint ainsi sa moyenne de long terme.

L'accès au financement reste toutefois peu cité comme un frein à la croissance.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

La faiblesse de la demande reste le principal frein à la croissance des TPE / PME même si ce frein se fait moins mordant ce trimestre : 63 % des dirigeants citent l'insuffisance de la demande, qu'elle soit actuelle (26 %) ou anticipée (56 %) comme un frein à l'activité, soit 3 points de moins qu'en novembre dernier.

La concurrence constitue désormais le deuxième obstacle, mentionnée par 34 % des entreprises (+4 points sur le trimestre). Les difficultés de recrutement touchent également 34 % des TPE / PME mais sont bien moins prégnantes qu'en moyenne depuis le lancement du baromètre (49 % sur 2018-2025).

Enfin, **l'accès au financement apparaît comme un frein plus secondaire :** seuls 9 % des dirigeants le considèrent comme un obstacle à leur croissance, une proportion stable depuis un an.



FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE

Le contexte d'incertitude politique en France continue de peser sur les projets d'embauche et d'investissement même si c'est de manière un peu atténuée par rapport au trimestre précédent. Respectivement 39 % et 34 % des dirigeants maintiendraient ces projets. La meilleure visibilité budgétaire reste le principal levier de restauration de la confiance. Les tensions internationales suscitent une inquiétude croissante.

FOCUS PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

Début 2026, 55 % des TPE / PME interrogées et ayant souscrits un PGE prévoient de le rembourser d'ici la fin d'année, 15 % prévoit de le solder au-delà de cet horizon et 3 % craignent ne pas être en mesure de le rembourser. Près du quart des TPE / PME n'ayant pas intégralement remboursé leur PGE ont bénéficié d'un rééchelonnement de leur prêt.

Le dispositif est plébiscité par les dirigeant(e)s de TPE / PME. 82 % ayant eu recours au prêt déclarent que leur entreprise aurait connu des difficultés de trésorerie, voire aurait été contrainte de fermer (16 %), sans recours à ce dispositif. La même proportion en ferait de nouveau la demande si les circonstances s'y prêtaient. A contrario, 7 % de l'ensemble des dirigeant(e)s jugent que le remboursement du PGE risque de mettre en péril leur entreprise.

SOMMAIRE

1

**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**

2

**FOCUS - INCERTITUDE
POLITIQUE**

3

**FOCUS - PRÊTS
GARANTIS PAR L'ÉTAT**

4

MÉTHODOLOGIE

5

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

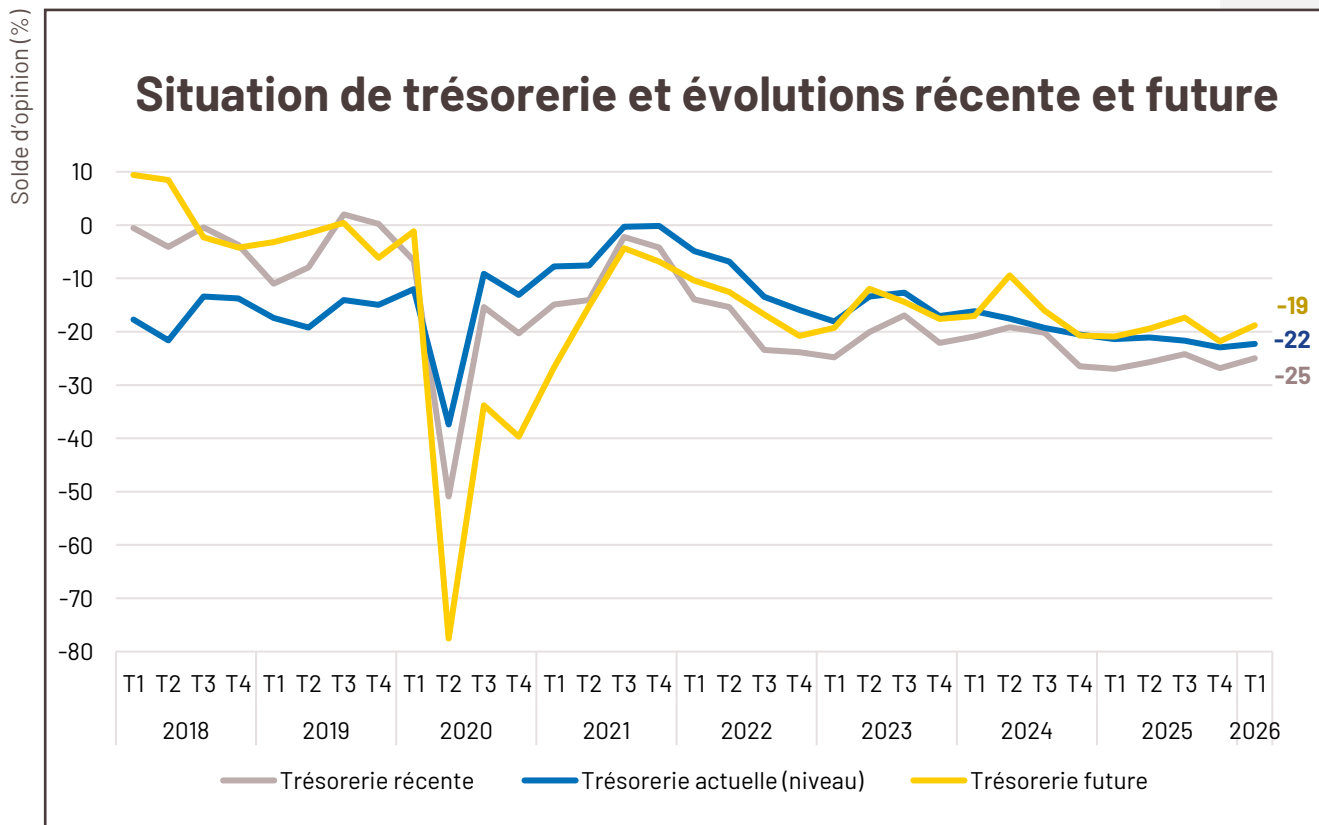
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

À -25, le solde d'opinion des dirigeants de TPE / PME sur l'évolution récente de leur trésorerie progresse de 2 points par rapport au trimestre précédent. Il se maintient à un niveau similaire à celui observé depuis fin 2024, 9 points en dessous de sa moyenne 2018-2025. 35 % des dirigeants déclarent une dégradation de leur trésorerie au cours des trois derniers mois, une proportion en baisse de 1 point sur le trimestre (-2 points sur un an), tandis que seulement 10 % constatent une amélioration (proportion en hausse de 1 point sur le trimestre et stable sur un an).

Le jugement sur le niveau actuel de trésorerie ne s'améliore que très légèrement (+1 point sur le trimestre, à -22), interrompant sa baisse quasi continue depuis son pic de fin 2021. Il demeure néanmoins 7 points sous sa moyenne 2018-2025. 33 % des TPE / PME jugent leur situation de trésorerie actuelle difficile, une proportion en baisse de 2 points sur le trimestre et stable sur un an.

Les perspectives de trésorerie à trois mois s'améliorent plus nettement : le solde d'opinion gagne 3 points ce trimestre et 2 points sur un an. À -19, il reste inférieur à sa moyenne historique (-15 sur 2018-2025).

DÉLAIS DE PAIEMENT

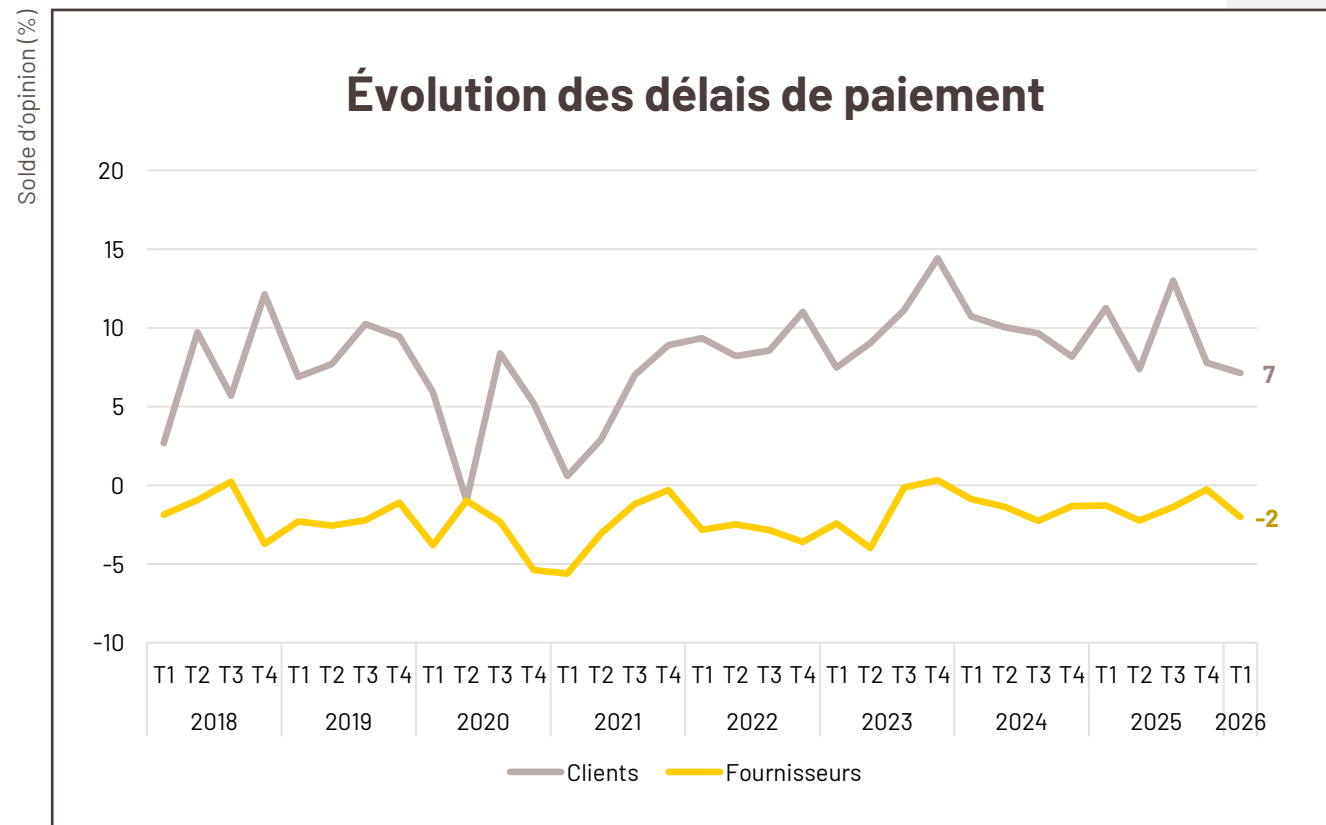


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants font part d'une légère réduction des délais de paiement de leurs clients. À +7, le solde d'opinion se replie de 1 point sur le trimestre. Il reste proche de sa moyenne historique (+8 sur 2018-2025).

Les dirigeants témoignent également d'un repli des délais de paiement vis-à-vis de leurs fournisseurs : le solde d'opinion diminue de 2 points, à -2, et rejoint dès lors sa moyenne historique (-2 sur 2018-2025).

Au total, le « **solde commercial** » subi par les TPE / PME n'évolue que peu ce trimestre.



FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



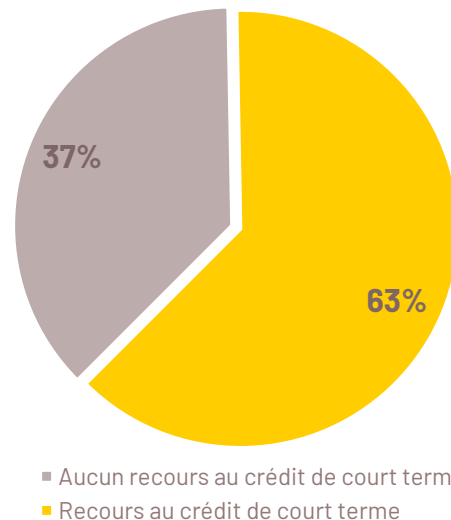
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans objet (aucun besoin)

63 % des TPE / PME ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en légère hausse sur le trimestre (+1 point, -2 points sur un an). Elle est sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (68 % sur la période 2018-2025).

% des répondants

Recours au crédit de court terme

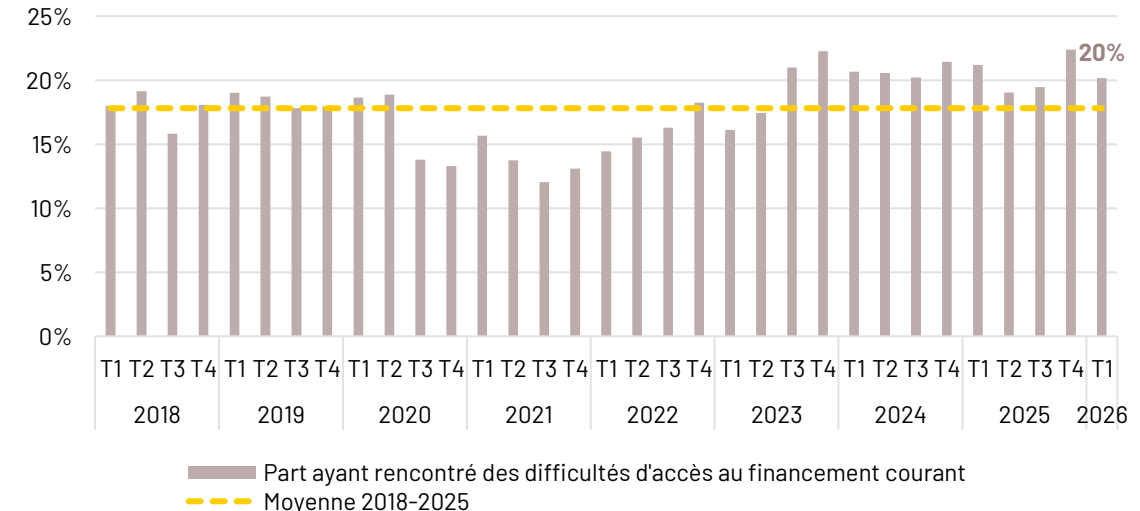


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 20 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en baisse de 2 points sur le trimestre et de 1 point sur un an. Toutefois, elle demeure à un niveau un peu supérieur à celui observé sur longue période (18 % sur 2018-2025).

% des répondants

Difficultés d'accès au financement courant



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

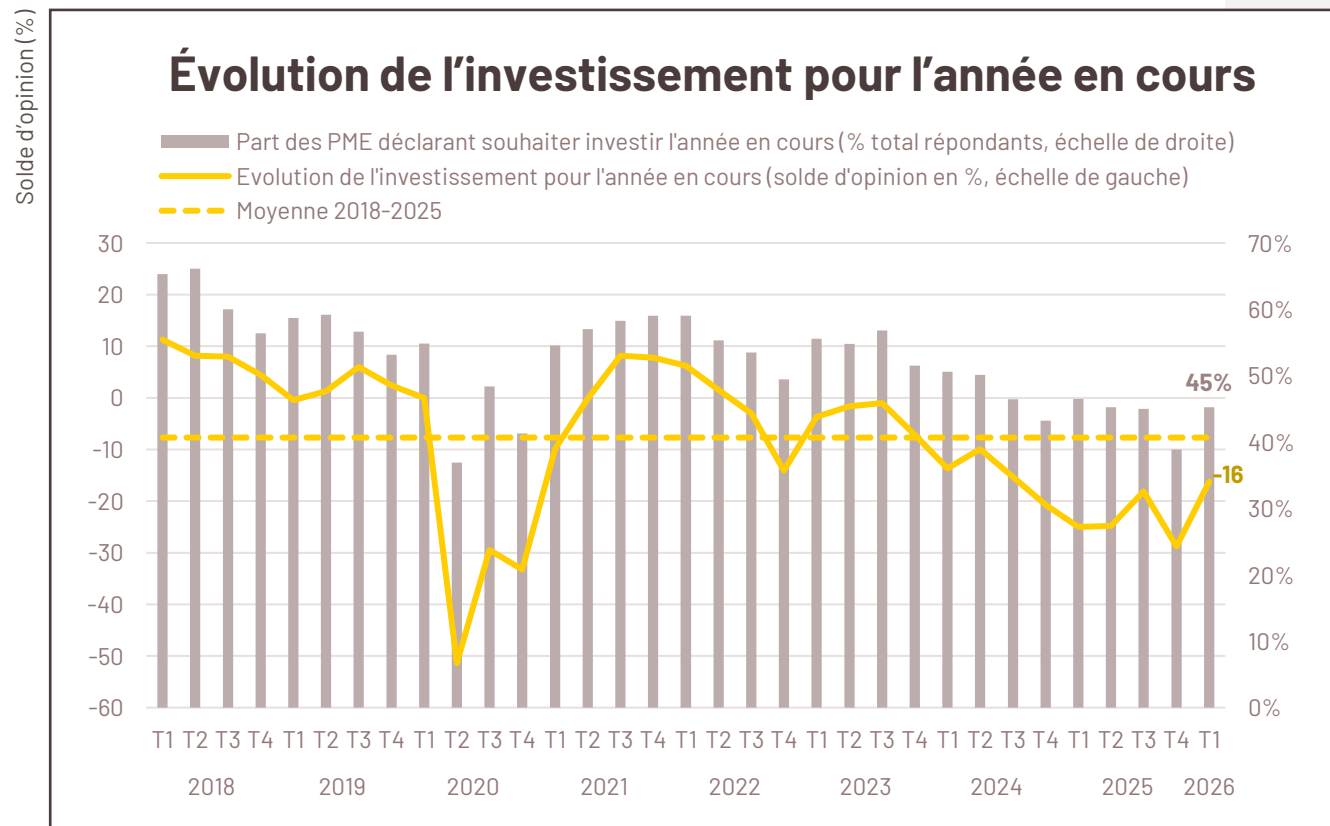


Comptez-vous investir cette année ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- ☐ En hausse
- ☐ Stables
- ☐ En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les intentions d'investissement rebondissent en ce début d'année. Au 1^{er} trimestre 2026, 45 % des dirigeants de TPE / PME prévoient d'investir cette année (+6 points sur le trimestre), soit un niveau proche de celui observé en début d'année 2025 (-1 point sur un an) mais inférieur à son niveau moyen historique (53 % sur 2018-2025).

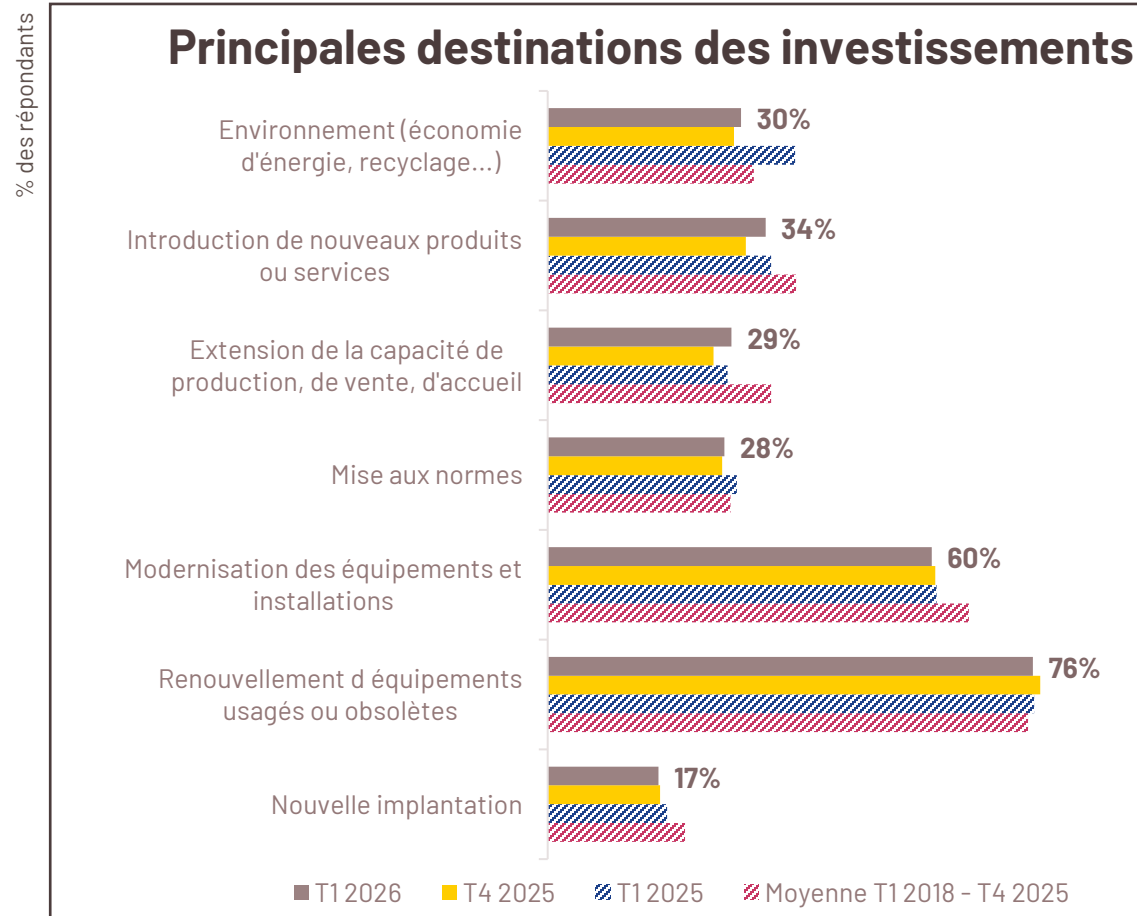
À -16, le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis connaît également un net rebond par rapport au trimestre précédent (+12 points), et progresse de 9 points sur un an. L'indicateur demeure malgré tout bien en-deçà de sa moyenne historique (-8). Parmi les entreprises envisageant d'investir en 2026, 34 % prévoient de réduire leur budget d'investissement (-9 points sur le trimestre), contre 18 % qui envisagent de l'augmenter (+4 points).

La volatilité récente de l'indicateur pourrait être liée au climat d'incertitude budgétaire et fiscale.

INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des installations demeurent, de loin, les principales motivations d'investissement des dirigeants de TPE / PME, dans des proportions comparables à celles observées il y a un an et au trimestre précédent.

Début 2026, les dirigeants sont plus nombreux à déclarer vouloir investir pour accroître leurs capacités de production (29 % soit +3 points sur le trimestre et +1 point sur un an). Ce motif reste toutefois bien moins cité qu'en moyenne sur longue période (35 % en moyenne sur 2018-2025). De même, la proportion de dirigeants voulant investir pour lancer de nouveaux produits ou services rebondit sur le trimestre (+3 points). Ces investissements restent moins prioritaires qu'en moyenne historiquement (39 %).

À 30 %, la part des investissements à visée environnementale rebondit très légèrement sur le trimestre (+1 point). Cette proportion s'inscrit toutefois en net repli sur un an (-9 points). Ce recul s'explique au moins partiellement par des contraintes financières accrues limitant la capacité à financer de tels projets, après un pic d'engagement observé fin 2023 - début 2024. Cette proportion est un peu plus faible qu'en moyenne sur longue période (32 %), mais reste malgré tout supérieure à son niveau pré-Covid (24 %).

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



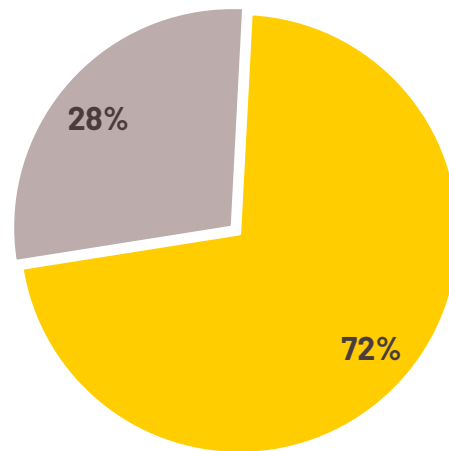
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

72 % des dirigeants de TPE / PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2026 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est en baisse de 1 point sur le trimestre et de 2 points sur un an. Elle demeure inférieure à sa moyenne de longue période (77 % en moyenne sur 2018-2025).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement



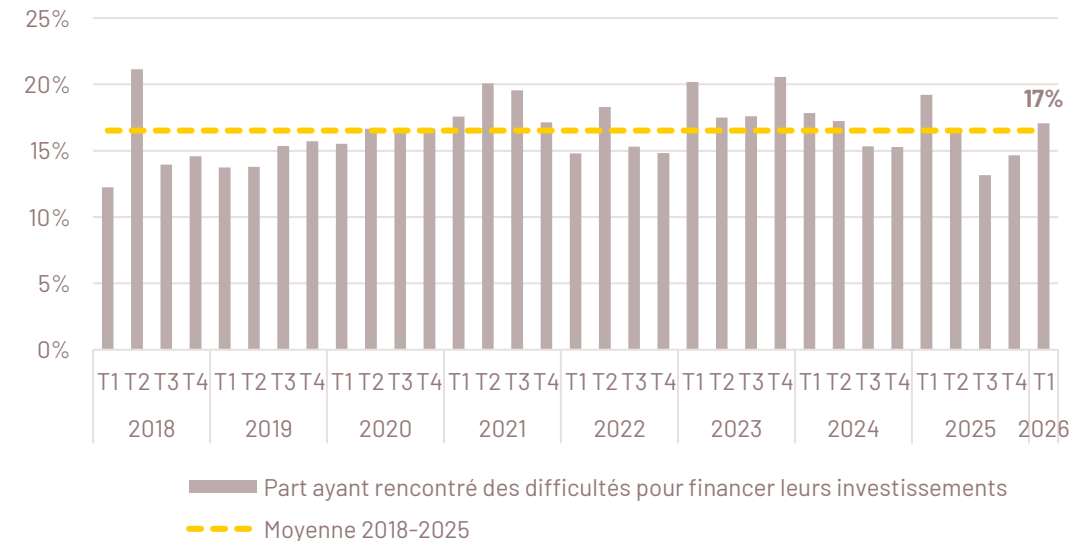
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **17 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en hausse de 2 points par rapport au trimestre précédent mais en retrait de 2 points sur un an. Elle rejoint sa moyenne de long terme (17 %).

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

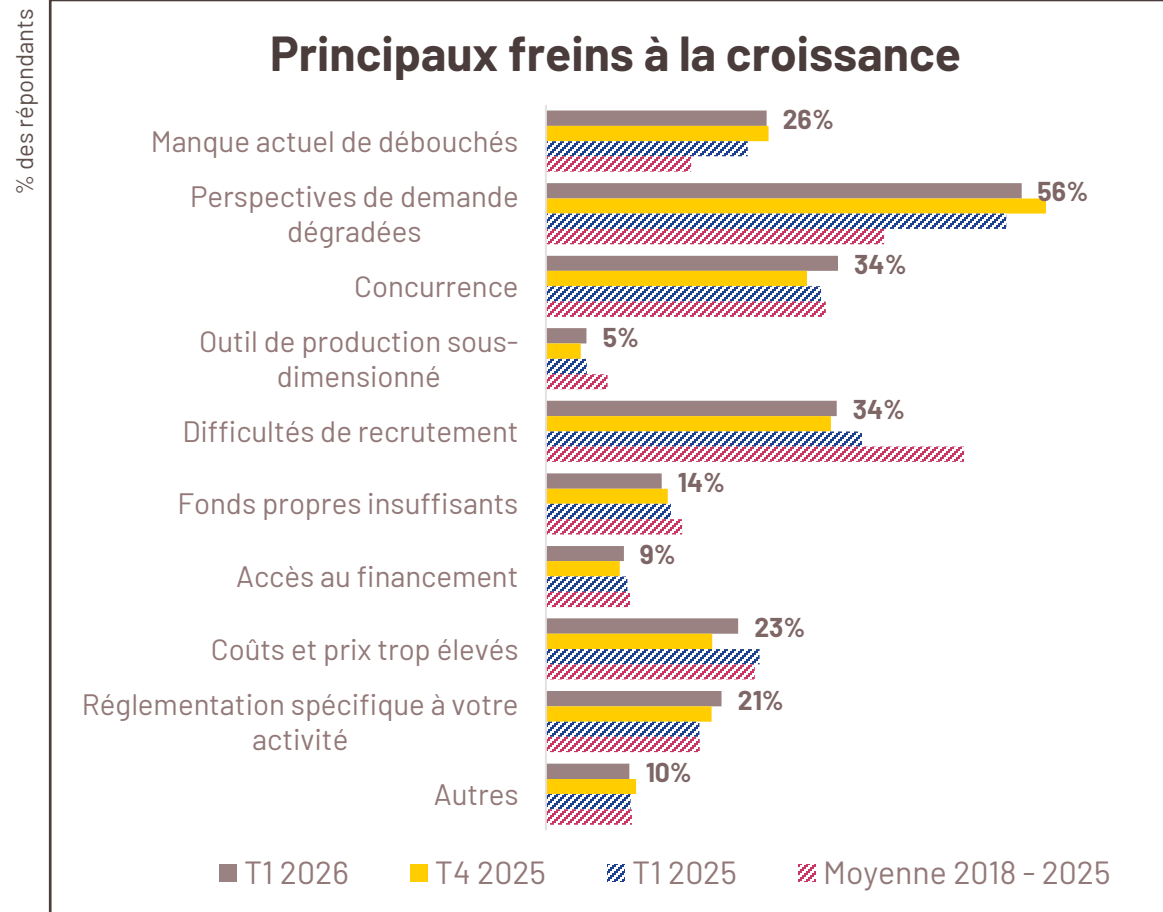


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2025
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La faiblesse de la demande reste le principal frein à la croissance des TPE / PME mais se replie sur le trimestre. 63 % des dirigeants citent une insuffisance de la demande comme un frein à l'activité, que cette insuffisance soit actuelle (26 %) ou anticipée (56 %), soit 3 points de moins qu'en novembre dernier (+2 points sur un an). Cette proportion est supérieure de 17 points à sa moyenne sur longue période (2018-2025).

Le niveau de concurrence pèse davantage sur la croissance des TPE / PME, cité par 34 % des dirigeants (+4 points sur le trimestre, +2 points sur un an). Il s'agit du deuxième frein à la croissance, d'intensité comparable aux difficultés de recrutement.

34 % des TPE / PME se disent contraintes par des difficultés de recrutement, une proportion en légère hausse sur le trimestre (+1 point, -3 points sur un an). Toutefois, ces contraintes demeurent bien moins prégnantes qu'en moyenne historiquement (49 % sur la période 2018-2025), alors que la demande de travail des entreprises s'ajuste à la baisse en raison d'une activité moins dynamique, marquée par des pertes nettes d'emploi et une hausse du taux de chômage en 2025.

Enfin, **l'accès au financement n'est perçu comme un obstacle à la croissance que pour 9 % des dirigeants de TPE / PME,** une proportion stable sur le trimestre et sur un an. L'insuffisance de fonds propres n'est citée que par 14 % des dirigeants, une proportion qui recule de nouveau.

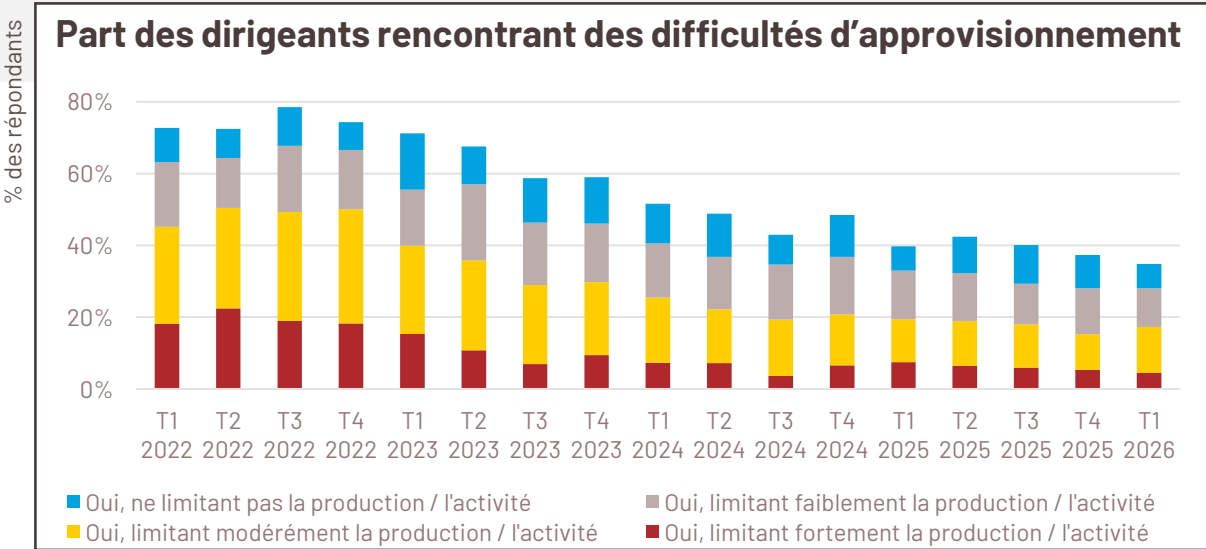
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

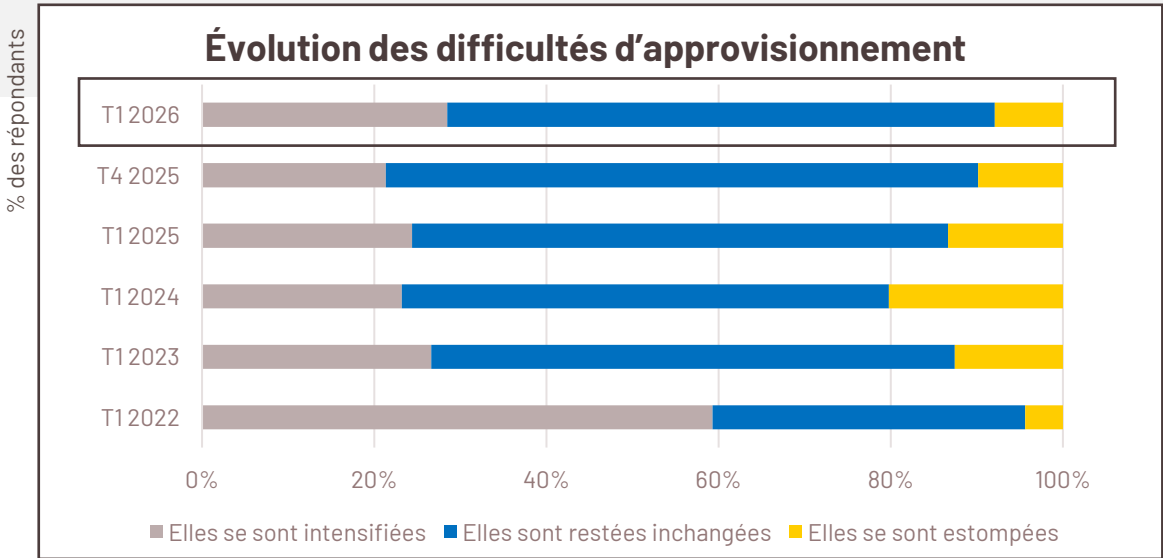
Les difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) **diminuent légèrement** : 35 % des répondants déclarent y faire face, une proportion en baisse de 3 points sur le trimestre et de 5 points sur un an. 33 % n'y sont pas confrontés (+4 points sur le trimestre) et 32 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques (-1 point).

La part des TPE / PME jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité se maintient à 5 % ce trimestre, une proportion globalement stable depuis mi-2023.



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, une large majorité (64 % d'entre eux) estime qu'elles n'ont pas évolué au cours des 3 derniers mois. **28 % considèrent qu'elles se sont intensifiées au cours des trois derniers mois**, une proportion en hausse de 7 points sur le trimestre. 8 % jugent qu'elles se sont estompées. 25 % des dirigeants faisant face ce type de difficultés s'attendent à ce qu'elles se résorbent d'ici 1 an tandis que 32 % estiment qu'elles perdureront au-delà. 44 % des dirigeants n'ont pas de visibilité sur l'horizon de résorption de ces difficultés d'approvisionnement.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

INCERTITUDE

POLITIQUE

INCERTITUDE POLITIQUE

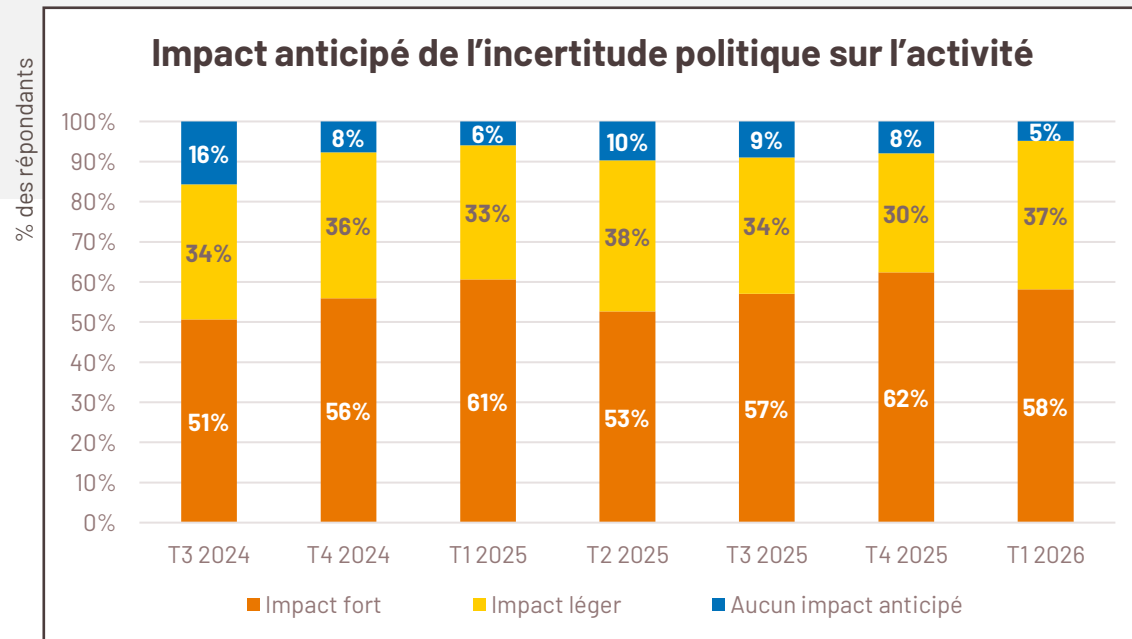


• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé

• Selon vous, que faut-il pour que les dirigeants puissent retrouver pleinement confiance dans leur activité ?

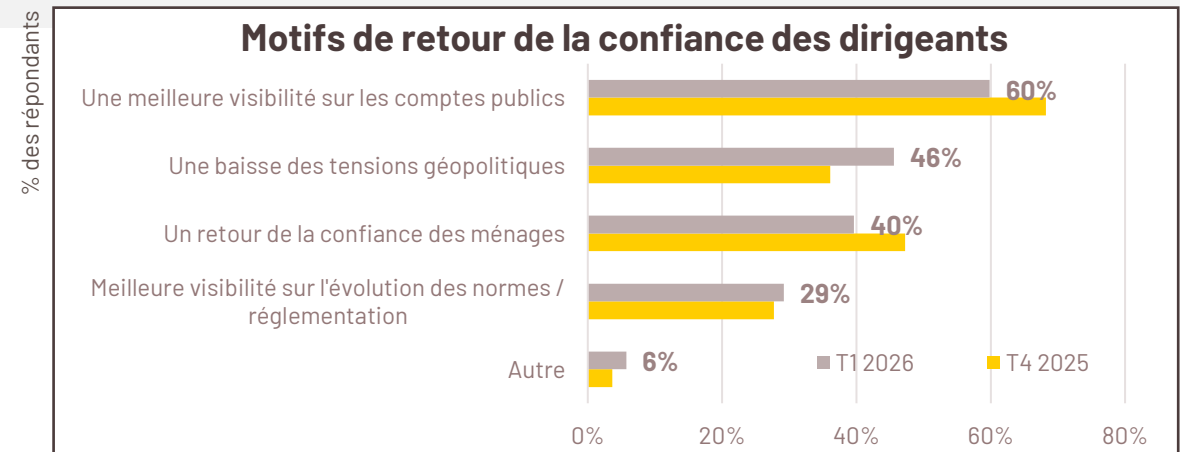
Le contexte d'incertitude politique continue de peser lourdement sur l'activité des TPE / PME : 95 % des dirigeants redoutent un impact négatif sur leur entreprise. À 58 %, la part des dirigeants craignant un impact négatif marqué se replie de 4 points sur le trimestre et de 2 points sur un an, au profit de celle des dirigeants anticipant seulement un impact léger.



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Selon les dirigeants de TPE / PME, une meilleure visibilité sur les comptes publics reste le principal levier pour restaurer leur confiance. Ce levier est toutefois moins cité qu'au trimestre précédent : 60 % en février 2026 (soit 8 points de moins qu'en novembre), dans un contexte où le budget 2026 a été adopté. En cohérence avec le léger repli des contraintes de demande, une proportion plus faible de dirigeants invoque le retour de la confiance des ménages (40 %, soit 8 points de moins qu'au trimestre précédent).

A contrario, le contexte international est un facteur d'inquiétude plus important qu'en fin d'année dernière : 46 % des dirigeants estiment que l'apaisement des tensions géopolitiques et commerciales est une condition au retour de leur confiance. Une proportion en hausse de 9 points sur le trimestre.



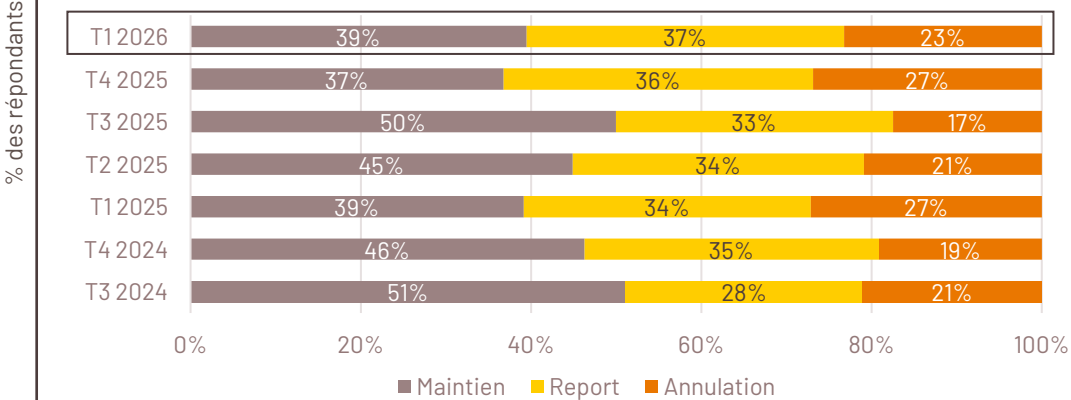
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INCERTITUDE POLITIQUE

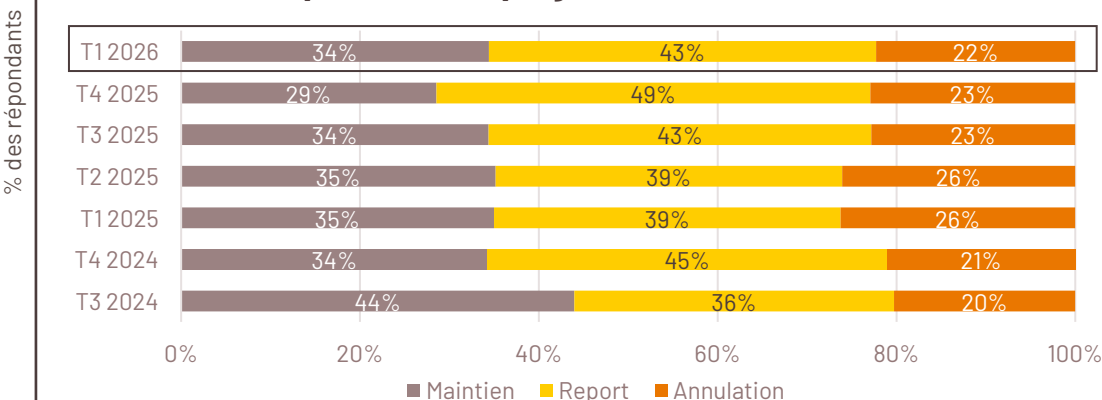


- Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?
Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)
- Pour quelle(s) raison(s) principales l'instabilité politique vous conduit-elle à annuler ou reporter vos investissements ?

Impact sur les projets d'embauches



Impact sur les projets d'investissement



L'impact du climat d'incertitude sur les perspectives d'embauche se réduit un peu ce trimestre mais reste à un niveau très élevé. Au T1 2026, 39 % des dirigeants déclarent maintenir leurs projets de recrutement, soit 3 points de plus qu'au trimestre précédent (stable sur un an). À l'inverse, les dirigeants sont un peu moins nombreux à envisager de les annuler : 23 % (-4 points sur le trimestre et sur un an). Enfin, 37 % des dirigeants envisagent de les reporter (+1 point sur le trimestre, +4 points sur un an). En dépit d'une légère embellie, ces résultats ne laissent pas entrevoir une amélioration de la dynamique de l'emploi à court terme.

L'impact sur les projets d'investissement s'atténue un peu également. Malgré l'incertitude, 34 % des dirigeants envisagent de maintenir leurs projets, soit une proportion en hausse de 6 points par rapport au trimestre précédent. En corollaire, la part de ceux qui prévoient de les reporter reflue de 5 points, à 43 %, tandis que la proportion de dirigeants envisageant de les annuler diminue de 1 point, à 22 %.



FOCUS

PRÊTS GARANTIS PAR L'ETAT (PGE)

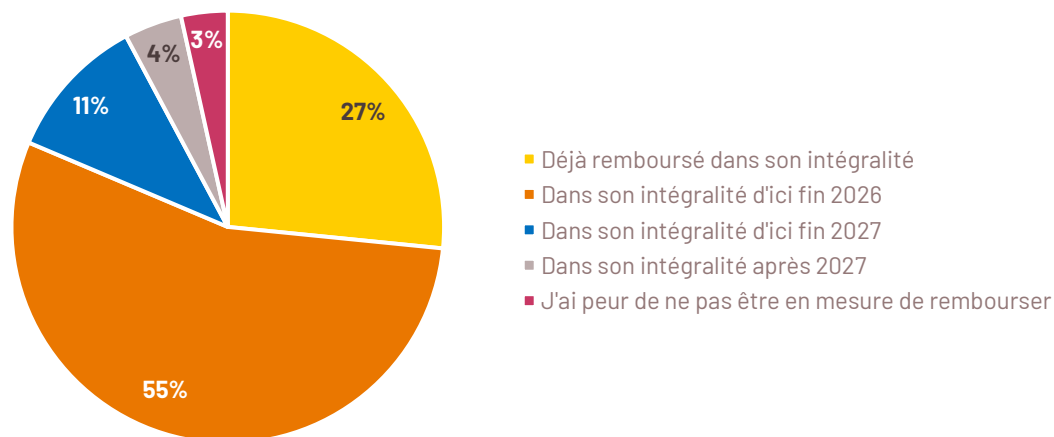
PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



- Avez-vous sollicité le dispositif de Prêt Garanti par l'Etat (PGE) pour surmonter la crise ?
- Quand avez-vous contracté votre PGE ?
- Quel montant du PGE avez-vous déjà utilisé ?
- À quel moment envisagez-vous de rembourser votre PGE ?
- Avez-vous bénéficié d'un rééchelonnement de votre PGE ?

Un peu plus d'une TPE / PME interrogées dans cette enquête sur deux avait souscrit à un PGE. Parmi elles, 68 % l'ont obtenu en 2020, 28 % en 2021 et 4 % en 2022. Dans le cas général (hors restructuration), la durée maximale de remboursement ne peut excéder [six ans après l'octroi du prêt](#). Ainsi, une majorité des prêts arrivent à échéance d'ici fin 2026. À date, près des $\frac{3}{4}$ des TPE / PME n'ont pas encore clôturé leur PGE : **55 % des TPE / PME l'ayant obtenu prévoient toutefois de le rembourser d'ici la fin de cette année**, tandis que 15 % prévoit de le solder au-delà de cet horizon. **Les craintes de non-remboursement restent quant à elles limitées**, et ne concernent que 3 % des TPE / PME ayant contracté un prêt

Horizon de remboursement du PGE



Base : Répondants ayant souscrits à un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'horizon de remboursement du PGE dépend notamment :

- **Dans une certaine mesure, de l'année de souscription** : 31 % des TPE / PME ayant souscrit un PGE en 2020 l'ont déjà intégralement remboursé, contre 18 % pour celles l'ayant obtenu en 2021 ou 2022. En revanche, la proportion de TPE / PME qui devraient avoir clôturé leur prêt d'ici fin 2026 est relativement proche dans les deux sous-populations (83 % pour les premières contre 79 % pour les secondes) ;
- **Du recours à un rééchelonnement¹** : 23 % des TPE / PME ayant souscrit à un PGE et ne l'ayant pas encore intégralement remboursé déclarent avoir bénéficié d'un rééchelonnement et 7 % envisagent d'en faire la demande, soit 30 % au total. Cette proportion atteint 44 % parmi les TPE / PME qui envisagent de clôturer le remboursement de leur prêt au-delà de 2026. À noter que la quasi-totalité des TPE / PME craignant ne pas pouvoir rembourser leur prêt, ont pu le rééchelonner (environ 60 %) ou l'envisagent (30 %)² ;

Par ailleurs, l'horizon de remboursement du PGE est hétérogène selon la proportion du prêt consommée : 2 TPE / PME sur 3 ayant souscrit à un PGE ont consommé la totalité ou la quasi-totalité de leur prêt et 12 % déclarent en avoir consommé la majorité. Parmi les TPE / PME ayant consommé la majorité de leur prêt voire plus, 17 % envisagent de le rembourser au-delà de 2026, contre 10 % parmi celles n'ayant consommé qu'une minorité de leur prêt voire moins. Chez ses dernières, le contexte d'incertitudes persistantes les conduit probablement à vouloir conserver leur PGE comme réserve de sécurité, et à repousser l'échéancier.

¹Parmi les TPE / PME ayant déclaré avoir bénéficié d'un rééchelonnement, certaines ont bénéficié d'une restructuration de leur prêt. Selon la [Médiation du Crédit](#), le nombre d'entreprises concernées est toutefois très faible (980 entreprises au total ont bénéficié de la procédure de restructuration), celle-ci n'étant possible que dans des [cas spécifiques](#) (rencontrer des difficultés conjoncturelles de trésorerie mais avec perspectives de redressement). Il est probable que dans notre échantillon, certains dirigeants aient fait part d'un rééchelonnement dans le cas d'un choix de différer le remboursement du prêt (un an après l'octroi, une entreprise pouvait en effet demander de différer le remboursement d'un an supplémentaire sans allongement de la durée totale de remboursement).

²Des ordres de grandeur indicatifs car les TPE / PME craignant ne pas pouvoir rembourser sont peu nombreuses.

PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

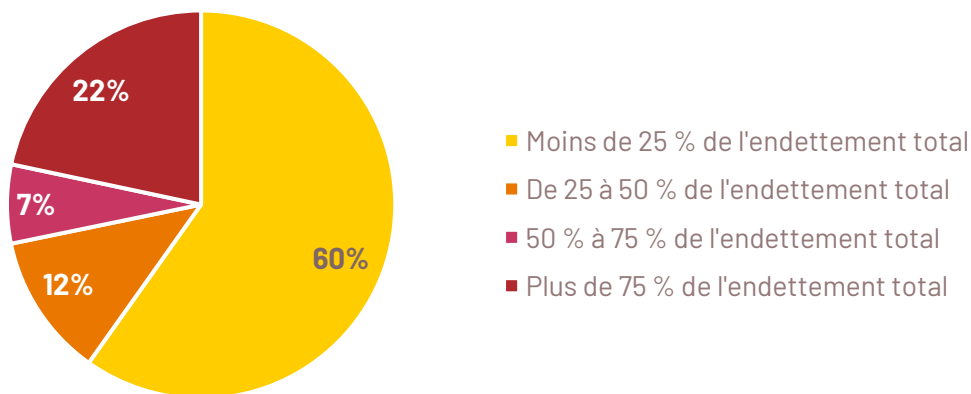


- Quel poids approximatif représente, à date, le PGE dans votre endettement total ?
- Comment le remboursement du PGE affecte-t-il votre entreprise ?
Impact faible ou nul sur le développement de l'entreprise / impact modéré sur le développement de l'entreprise / Impact élevé sur le développement de l'entreprise (met en péril l'avenir de l'entreprise).

Parmi les 73 % de TPE / PME n'ayant pas encore remboursé intégralement leur PGE, le poids de celui-ci dans l'endettement total peut sensiblement varier.

Pour 60 % d'entre elles, ce dernier représente moins de 25 % de leur endettement total (pour environ 30 %, le PGE représente même une part très faible, de moins de 5 %). En revanche, pour 28 % des TPE / PME n'ayant pas encore clôturé leur PGE, celui-ci représente plus de la moitié de leur endettement total, et même plus des 3/4 pour 22 % d'entre elles. Parmi ces dernières, 35 % prévoient de rembourser leur prêt au-delà de 2026 (contre 17 % pour celles pour lesquelles le poids du PGE représente moins de 75 %) et 40 % bénéficient d'un rééchelonnement de leur prêt, ou envisagent de le demander (contre 27 % pour les autres).

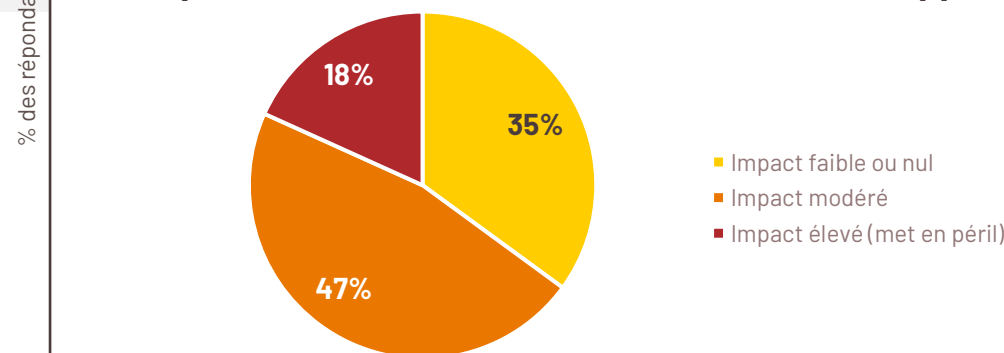
Poids du PGE dans l'endettement total de l'entreprise



Base : Répondants ayant souscrits à un PGE et n'ayant pas totalement remboursé leur PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour la grande majorité des TPE / PME ayant souscrit à un PGE et n'ayant pas totalement remboursé leur prêt, les conséquences du remboursement sur le développement de l'entreprise sont jugées modérées voire faibles. En revanche, 18 % alertent sur le risque que ce remboursement compromette fortement leur développement (soit 7 % de l'ensemble des TPE / PME). Parmi elles, 43 % déclarent un poids du PGE dans leur endettement total supérieur à 75 % (contre 17 % chez celles déclarant un impact faible ou modéré). Dans ce contexte, la proportion de celles qui bénéficient d'un rééchelonnement ou qui l'envisagent est nettement plus élevée que chez les autres (47 % contre 26 % chez les TPE / PME pour lesquelles l'impact est faible ou modéré). Elles sont par ailleurs logiquement plus nombreuses en proportion à envisager de rembourser leur prêt au-delà de 2026 (27 %, soit 7 points de plus que chez les autres TPE / PME).

Impact du remboursement du PGE sur le développement



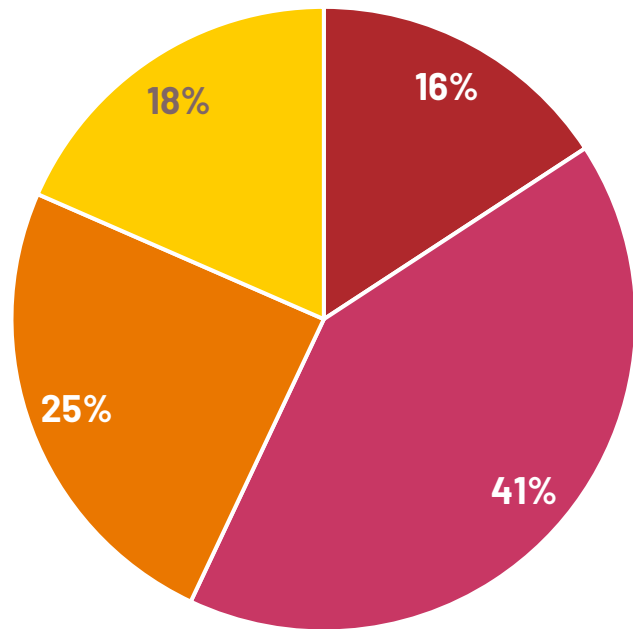
Base : Répondants ayant souscrits à un PGE et n'ayant pas totalement remboursé leur PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



- Avec le recul, dans quelle mesure estimez-vous que le PGE vous a aidé à surmonter la crise ?
- Avec le recul, si c'était à refaire, est-ce que vous souscrieriez de nouveau au PGE ?

Comment le PGE a-t-il aidé à surmonter la crise ?



- Sans PGE, contraint à fermer l'entreprise
- Sans PGE, importantes difficultés de trésorerie
- Sans PGE, quelques difficultés de trésorerie
- J'aurais pu me passer du PGE

Base : Répondants ayant souscrits à un PGE

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Si le remboursement du PGE peut engendrer des difficultés chez certaines TPE / PME, il apparaît aussi que ce dispositif a été plutôt efficace pour aider les entreprises à surmonter la crise. 57 % des dirigeant(e)s déclarent en effet qu'en l'absence de PGE, leur entreprise aurait fait face à d'importantes difficultés de trésorerie, voire aurait probablement fermé (selon 16 % des bénéficiaires). 18 % des dirigeants soulignent quant à eux qu'ils auraient pu s'en passer.

En outre, sachant désormais ce qu'implique la souscription à un PGE, **82 % des dirigeant(e)s déclarent qu'ils/elles en feraient de nouveau la demande si les circonstances s'y prêtaient**. On peut relever que cette proportion est identique à celle des dirigeant(e)s qui estiment que leur entreprise aurait rencontré des difficultés de trésorerie voire aurait été contrainte de fermer sans recours au prêt, ainsi qu'à la part des dirigeants qui déclarent un impact modéré voire faible de son remboursement sur le développement de leur entreprise.



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **4 102** dirigeants de TPE / PME du **2 au 12 février 2026**.

L'analyse en première partie porte sur les **1 193** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 186** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : TPE / PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la complexité administrative) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

